

Edouard Delruelle, professeur à l'ULiège

Pourquoi le PS doit privilégier la voie portugaise

Professeur de philosophie politique à l'Université de Liège, ancien directeur adjoint du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, Edouard Delruelle, 54 ans, fut membre du Comité consultatif de bioéthique. Edouard Delruelle a également opéré comme « expert » au cabinet de Jean-Claude Marcourt, ministre wallon de l'Économie et de l'Enseignement supérieur avant le « coup de Jarnac » de Benoît Lutgen. En 2014, il publiait « De l'homme et du citoyen. Une introduction à la philosophie politique » (éd. De Boeck). Edouard Delruelle est un intellectuel engagé auprès du Parti socialiste.

Merci à Benoît Lutgen ! Son virage à droite a permis au PS, alors empêtré sur le terrain de la morale (« les scandales »), de se repositionner sur le terrain politique. Un gros travail a été accompli (le « Chantier des idées ») en vue du congrès du 26 novembre. Mais je crains que le PS ne soit pas encore en mesure : 1 – de faire une analyse lucide du tournant historique que nous vivons actuellement ; et 2 – de se fixer une ligne politique claire.

Il y a peut-être à cela une raison de fond, qui tient à la confusion entre la gauche et le socialisme. Or, ce sont deux choses différentes. La gauche est libérale, elle défend les libertés individuelles (de pensée, de parole, de disposer de son corps, etc.) contre l'ordre et l'autorité. Elle est aussi progressiste, elle défend les Lumières et l'innovation contre l'archaïsme. Le socialisme, lui, est une protestation contre l'exploitation des travailleurs et la décomposition des liens communautaires « noyés dans les eaux glacées du calcul égoïste » (Marx). La gauche c'est Voltaire (éloge de la liberté et des Lumières), le socialisme c'est Rousseau (critique de l'individualisme et du progrès). L'identification du socialisme à la gauche est tardive : c'est l'œuvre de Jaurès lors de l'Affaire Dreyfus. Depuis, ils

convergent le plus souvent. Mais on ne peut les confondre. Or ma question est celle-ci : ces 25 dernières années, le PS (toujours au pouvoir) a-t-il été un parti socialiste ou un parti de gauche ?

Entre 1945 et les années 1980, le PS a été le garant d'un Pacte social qui reposait sur trois piliers : des services publics puissants, un droit du travail qui donne des statuts protecteurs aux travailleurs, et un système complet de sécurité sociale (chômage, santé, pensions). Plus de 40 % du PIB ont ainsi été soustraits à la logique marchande pour être affectés à l'émancipation et au bien-être

Au lieu de s'accrocher à des lambeaux de pouvoir, le PS doit complètement se réinventer

de tous. À partir des années 1980, le néolibéralisme dénonce ce pacte et relance violemment la course aux profits. Dans une première phase (1990-2010), les socialistes tentent de transiger. Ils préservent la Sécu, en acceptant en contrepartie que les services publics soient privatisés, et le droit du travail, démantelé. Le PS compense alors ces concessions sur le terrain du socialisme en engrangeant de formidables victoires sur le terrain de la gauche : avortement, euthanasie, mariage homosexuel, etc.

Avec les crises de 2008 et 2011, le néolibéralisme est entré dans une nouvelle phase, autoritaire. Il s'attaque au cœur de la sécurité sociale, qu'il compense par des formes ultra-sécuritaires de gouvernementalité. Ce qu'on appelle le « populisme » est en fait une alliance « national-libérale » qui triomphe partout, de Trump à Boris Johnson et Macron, des pays scandinaves à l'Autriche, d'Orban à Kaczynski. Chez nous, le « national-libéralisme » a pris la forme de la coalition MR-NV-A, que Lutgen, en bon opportuniste, rêve d'intégrer. Le Pacte de 45 est mort, et avec lui la social-démocratie telle que nous la connaissons.

Au lieu de s'accrocher à des lambeaux de pouvoir, le PS doit complètement se réinventer. Il ne peut le faire que comme alternative au néolibéralisme. Condition absolue : retrouver ses fondamentaux : la sécurité sociale, les services publics et le droit du travail. Le conflit capital/travail reste central, même pour aborder les enjeux environnementaux. C'est pourquoi abandonner la lutte des classes serait un contresens politique. Tout comme embrasser de fausses bonnes idées de gauche (mais pas socialistes pour un

soin) comme l'allocation universelle... Parmi les 123 propositions actuellement en discussion, le PS doit en isoler 4, 5, tout au plus, qui constitueraient des lignes rouges non négociables en vue d'un gouvernement, et qui serviraient aussi de socle à une convergence « rouge-verte » avec Ecolo et le PTB. Car le PS ne peut pas à la fois se présenter comme une alternative au néolibéralisme, et se préparer à gouverner avec le MR. Il faut donc que le PS dise clairement qu'il privilégie la « voie portugaise », seul gouvernement réellement progressiste aujourd'hui en Europe, et qui, soulignons-le, est jusqu'à présent une réussite. Peter Mertens se dit « ouvert » ; je ne pense pas qu'Ecolo s'auto-exclura. Et même si une telle convergence « rouge-verte » n'aboutit pas chez nous, la recherche est la condition politique d'une refondation du socialisme.

Pour incarner ce renouveau, il faut sans doute un changement rapide de leadership. Mais là n'est pas l'essentiel. Le Parti doit avant tout changer son mode de fonctionnement, trop vertical, trop féodal, trop endogame, et se rapprocher des mouvements syndicaux, coopératifs, mutualistes, associatifs. Seule façon pour lui d'être de gauche sans oublier qu'il est d'abord... socialiste. ■